

« Pendant des années, j'ai cru que les Noirs étaient bêtes »

Une étude stupéfiante sur les Afro-descendants de Belgique montre une communauté plurielle confrontée massivement et très tôt au racisme.

Dans la foulée des études présentées en 2015 sur les Belgo-Marocains et les Belgo-Turcs, la fondation Roi Baudouin vient de publier une enquête menée par trois universités du pays sur les Afro-descendants de Belgique. Une « communauté » méconnue et plurielle, évaluée entre 200 et 250.000 individus. La photographie proposée par les chercheurs montre une population très éduquée, marquée par un très fort déclassement (voir ci-contre). Le paradoxe aussi de personnes se sentant majoritairement belges (61 %) mais se sachant perçues comme étrangères (86 %). Et déclarant à 80 % avoir subi des discriminations, des in-

égalités de traitement ou du racisme en raison de la couleur de leur peau ou de leurs origines.

Les chercheurs présentaient récemment leurs résultats devant des acteurs associatifs et entrepreneurs des communautés belgo-burundaise, belgo-congolaise et belgo-rwandaise. Un public peu étonné des résultats, attristé que rien ne change. Nous avons poursuivi le débat.

« Mes premières expériences du racisme, ce sont les autres enfants: "Zwarte Piet", "retourne chez toi", "mes parents veulent pas que je joue avec toi", "la couleur de ta peau"... Vous en voulez d'autres ? » Aretha, 28 ans est prête à embrayer. Les autres pourraient prendre le relais et poursuivre le chapitre à un bon moment.

« C'est très interpellant de constater ce qui circule dans la société comme imaginaire, observe la sociologue Sarah Demart (ULg), qui a participé à l'étude. Nous avons été étonnés lors des entretiens de constater la précocité de l'expérience du racisme et de la discrimination: dès l'école, entre enfants. Lors de sessions avec des mineurs, les parents étaient les premiers surpris d'entendre ce que leurs enfants racontaient. Ces comportements sont tellement normalisés qu'ils n'en parlent pas forcément à leurs parents. » Et de relater le témoignage d'une jeune fille effrayée de traverser la rue à force de voir des automobilistes faire mine de démarrer ou d'accélérer à son passage. « Et puis il y a le traitement différencié, pas forcément conscient: le professeur qui va vous parler lentement comme si vous aviez

« Tant qu'on n'abordera pas l'histoire coloniale, on ne déconstruira pas l'imaginaire qui y est associé »

SANDRINE, CONSEILLÈRE JURIDIQUE

des problèmes de compréhension, une orientation plus systématique vers des filières techniques. »

Au cours des discussions, Sandrine, Placide, Christ, tous diplômés ou en cours d'études supérieures, racontent d'ailleurs spontanément comment leurs professeurs ont suggéré leur orientation vers une filière technique ou professionnelle en début de secondaire. Parfois pour une faiblesse dans une seule matière – « Moi, c'était le néerlandais... En même temps, je vivais depuis seulement deux ans en Belgique ». A chaque fois, ce sont les parents qui ont fait barrage.

« Ce qui est terrible, c'est que d'une génération à l'autre, on a le sentiment que rien n'a changé: ils doivent toujours se battre pour ne pas être cantonnés à la place qui leur est inconsciemment assignée, observe Gratie, 55 ans. A mon époque, c'est en couture qu'on voulait m'envoyer, alors que je ne sais rien faire de mes mains. J'ai refusé et fait mes humanités en latin-grec. Autant vous dire, qu'il n'y avait aucun Noir. Mais ma génération avait cet avantage d'être beaucoup plus politisée, plus consciente des discriminations. Eux, pour beaucoup, sont nés ici, se sentent belges. Ils ne remarqueront souvent même pas qu'ils sont victimes de discriminations. »

Et intègrent eux-mêmes les clichés auxquels on les confronte. Un imagi-

naire hérité de l'époque coloniale. « L'idée du Noir lent, fainéant, résume Sandrine, une conseillère juridique engagée dans l'associatif. C'est profondément ancré. Même moi, presque toute ma vie, j'ai pensé que les Noirs étaient bêtes. Quand je suis arrivée à l'unif à Anvers et que j'étais la seule Noire dans un amphî de 500 personnes, ça n'a fait

que me conforter dans l'idée. Il a fallu la deuxième ou la troisième année pour que je me cultive sur le sujet, que je découvre des grands penseurs noirs et que je développe aussi une fierté d'être noire. Il y a un impensé en Belgique sur la colonisation. Le problème c'est que tant qu'on n'abordera pas sérieusement cette partie de l'histoire du pays, on ne déconstruira pas l'imaginaire qui y est associé. »

La question revient à vrai dire régulièrement dans le (non) débat politique, portée par l'un ou l'autre député, encourageant un enseignement plus complet et précis de l'épisode colonial belge ou un travail de mémoire visant à reconnaître les responsabilités d'institutions belges dans la colonisation du Congo.

« Il y a une difficulté en Belgique à aborder l'histoire coloniale, assure Sarah Demart. La France a eu ce débat il y a une dizaine d'années, mais la Belgique, jamais. Peut-être en partie en raison de la situation communautaire. Parler de l'époque coloniale, c'est aborder une époque de domination francophone. On craint peut-être d'alimenter la division communautaire. » ■

LORRAINE KIHL

L'ÉTUDE

L'étude financée par la fondation Roi Baudouin a permis de tirer le profil de citoyens méconnus.

60 %

des Belgo-Congolais, Belgo-Rwandais et Belgo-Burundais sont diplômés du supérieur, un chiffre très supérieur à la moyenne nationale (autour de 40 %). Alors que le niveau d'étude est généra-

lement considéré comme un facteur déterminant pour l'intégration sur le marché du travail, la première génération présente un taux de chômage quatre fois supérieur à la moyenne et la seconde génération, un taux trois fois supérieur.

56 %

des Afro-descendants sont ainsi considérés en situation de déclassement.

74 %

des personnes interrogées estiment que l'histoire coloniale est trop peu présente dans le débat public. 91 % voudraient qu'elle soit enseignée à l'école. Contrairement à ce qu'on pourrait percevoir dans les médias, les revendications ont davantage trait à la mémoire qu'aux enjeux symboliques (Tintin au Congo, les statues de Léopold II).

l'exemple

Quand le racisme s'invite tranquillement à l'unif

Il y a le racisme du quotidien, c'est l'implicite, le comportement différencié qu'on ne remarque pas forcément tout de suite. « *A force, j'en deviens presque parano* », raconte Christ, un étudiant de l'UCL en sciences psychosociales. C'est que le garçon a aussi pris les attaques frontales « *qui relèvent du droit pénal* » et en tire une impression d'impunité des comportements racistes.

A l'automne 2016, son kot Cafri Kap, qui vise à promouvoir la culture africaine, rece-

vait par exemple le message suivant en guise de réponse à une invitation à souper : « *Salut les nez gros ! We have a dream, on est chaud bouillant savane manger avec la main droite dans votre case, mercredi S7 c'est bon pour vous ? On apportera les cacahuètes.* » Signé : « *le KKKot* ». Choqués par ce ramassis de clichés racistes, agressifs, les étudiants alertent la direction de l'université qui réunit, convoque les expéditeurs du mail et leur demande de s'excuser.

« *Il n'y a pas eu de sanction, rien* », regrette Christ, amer. Toujours en colère, en fait. « *C'est ce qu'on appelle le "white privilege". On espérait au moins une communication au sein de l'université, mais ils ont préféré tuer cela dans l'œuf.* » Le kot a dénoncé les faits sur Facebook, recevant quelques soutiens mais surtout nombre de messages commentant leur manque « d'humour ». A l'usure, les étudiants de Cafri Kap eux-mêmes ont abandonné. « *Il y avait une scission au sein de notre kot entre ceux qui voulaient continuer d'en parler et ceux qui préféraient qu'on fasse profil bas, se rappelle Christ. Ce qui en dit long en fait sur notre propre rapport au racisme.* »

« **Repli sur soi** »

Du côté de l'UCL, on l'assure, pas question d'impunité. « *Les auteurs se voulaient drôles, mais une deuxième lecture à tête reposée leur a fait voir le caractère raciste, assure le vice-recteur, Didier Lambert. Ce qui nous a frappés, c'est que les étudiants impliqués dans tous ces kots à projets sont généralement très ouverts sur les questions de société. Cela a confirmé quelque chose que l'on observe depuis quelques années, une forme de repli sur soi.* » Une approche « à moyen terme » a été favorisée et des propositions visant à encourager « l'interculturalité et la mixité entre les étudiants » devaient être proposées pour la rentrée prochaine.

« *Sur un cas comme celui-ci, l'UCL est juge et partie, il est dommage de ne pas avoir fait appel à un acteur extérieur, comme Unia, déplore le porte-parole de l'ex-Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, Michaël François. On a souvent tendance à vouloir régler ce genre d'affaire en vase clos pour ne pas porter atteinte à l'image de l'institution. Mais on sait très bien que ce genre de propos, même sous prétexte d'alcool ou de maladresse, est la première étape de quelque chose.* » ■

L.K.